ARRETE DE POLICE DEPARTEMENTAL N° 2023-06-124
réglementant temporairement la circulation, hors agglomération, sur la RD 128 entre les PR 1+300 et 1+400, sur le territoire de la commune de RIGAUD

Le président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la route ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;
Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;
Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d’application du 21 juillet 2014 ;
Vu l’arrêté de police permanent n° 2018-09-72, du 20 septembre 2018, réglementant les dispositions concernant les limitations de charge et de gabarit sur les routes départementales des Alpes-Maritimes ;
Vu la demande de l’entreprise COZZI COLAS France, Les Scaffarels – 04240 ANNOT en date du 20 juin 2023 ;
Vu la permission de voirie n° 2023-403 en date du 21 juin 2023 ;

Sur la proposition du chef de l’agence routière départementale Cians-Var ;

Considérant que, pour permettre l’exécution de travaux de réalisation de longrine, il y a lieu de réglementer la circulation, hors agglomération, sur la RD 128, entre les PR 1+300 et 1+400.

ARRETE

ARTICLE 1- À compter du mardi 27 juin 2023, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu’au jeudi 13 juillet 2023 à 17 h 30, en semaine, de jour comme de nuit, la circulation de tous les véhicules, hors agglomération, sur la RD 128, entre les PR 1+300 et 1+400, pourra s’effectuer, sur une voie unique, par sens alterné réglé par feux tricolores mobiles de signalisation temporaire à cycles programmables, sur une longueur maximale de 100 m.

Toutefois, pour les besoins du chantier, des coupures ponctuelles réglées par pilotage manuel, d’une durée maximale de 20 minutes, pourront avoir lieu en semaine, de jour, entre 7 h 30 et 17 h 30.
La circulation sera intégralement rétablie :
- Chaque vendredi à 17 h 30, jusqu’au lundi à 7 h 30.

Cependant, toutes les dispositions seront prises pour assurer, en cas de nécessité, le passage, dans l’un ou l’autre sens, des véhicules en intervention des forces de l’ordre, ainsi que de ceux des services d’incendie et de secours.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l’ensemble de la section concernée à partir du point d’application déterminé par la pose des panneaux effectuée conformément aux stipulations de l’article 3 :
- toutes les catégories de véhicules autorisées sur la RD 128, pourront circuler ;
- dépassement interdit à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;
- la largeur minimale de voie restant disponible devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler.

ARTICLE 3 - Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.
En particulier, la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).
Elles seront mises en place et entretenues par les soins de l’entreprise COZZI COLAS France, chargée des travaux, sous le contrôle de l’agence routière départementale Cians-Var.

ARTICLE 4 - Le chef de l’agence routière départementale pourra, à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive de la circulation, ou si les injonctions données par ses agents à l’entreprise ne sont pas suivies d’effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d’explosion de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d’infraction :
Toute contravention au présent arrêté, sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 - Conformément à l’article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (https://www.departement06.fr/collectivite/actes-reglementaires) ; et ampliation sera adressée à :
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l’agence routière départementale Cians-Var,
- M. le commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la Sécurité Publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la Compagnie Républicaine de Sécurité n° 6,
- Entreprise COZZI COLAS France, Les Scaffarels – 04240 ANNOT / N° Astreinte 04 92 83 22 02 (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) ; e-mail : corinne.baudin@colas.com

Chargés chacun en ce qui le concerne, d’en assurer l’exécution, ainsi que pour information à :
- M. le maire de la commune de Rigaud,
- M. le directeur départemental des services d’incendie et de secours,
- syndicat transport et marchandises des Alpes-Maritimes – 9, rue Caffarelli, 06100 NICE ; e-mail : fntr06@gmail.com,
- syndicat transport en commun des Alpes-Maritimes – 5, boulevard Jean Jaurès, 06000 NICE ; e-mail : anthony.formento-cavaier@keolis.com et jawed.chiguer@keolis.com,
- transports Kéolis / Mme Cordier – 498, Rue Henri Laugier, Z.I. des Trois-Moulins, CS 80081, 06605 ANTIBES cedex ; e-mail : clemence.cordier@keolis.com,

ARRETE DE POLICE N° 2023-06-124

2/3
Nice, le 21 JUIN 2023

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,
Le directeur des routes
et des infrastructures de transport

Patrick CARY